

BIRMANIE: 7 Nobels de la paix demandent un embargo sur les armes

Angola Press_20 fevrier 2008

Sept prix Nobel de la paix ont appelé la communauté internationale à imposer un embargo sur les armes à la Birmanie, et estimé que les élections prévues pour 2010 n'auront aucune valeur si la figure de proue de l'opposition birmane Aung San Suu Kyi ne peut pas être candidate. "Aucune nation ne devrait vendre des armes à un régime qui utilise les armes exclusivement contre son propre peuple", écrivent les signataires de cet appel, parmi lesquels le chef spirituel tibétain Dalaï Lama et l'ancien archevêque anglican du Cap, Desmond Tutu.

"Nous appelons la communauté internationale à travailler activement pour imposer un régime sur les armes à ce régime et (...) prendre des mesures pour empêcher la vente d'armes, notamment en empêchant les transactions bancaires de la junte", écrivent-ils dans un communiqué commun publié mardi par le secrétariat de Mgr Tutu. La Chine, un membre permanent du Conseil de sécurité, est un important fournisseur d'armes pour la Birmanie, qui a réprimé violemment en septembre un mouvement de manifestations des moines bouddhistes du pays, faisant au moins 31 morts selon l'Onu. Pour les sept lauréats du Nobel, la junte devrait être condamnée pour cette répression même si elle a annoncé, à la surprise générale le 8 février, un référendum sur une nouvelle Constitution avant l'organisation d'élections en 2010.

Bush sanctionne la Birmanie et appelle la région à la rescousse

RTL_25 fevrier 2008

Le gouvernement américain a encore étendu lundi les sanctions contre le régime birman et le président George W. Bush, constatant que la situation demeurait "déplorable", a réclamé une "pression internationale concertée" associant les voisins de la Birmanie. Le gouvernement américain a continué à viser au portefeuille "les membres du régime et leurs acolytes qui continuent à s'enrichir tandis que les Birmans souffrent sous leur administration néfaste", selon les mots employés par le président George W. Bush dans un communiqué.

Selon M. Bush, 898 responsables birmans et leurs familles tombent à présent sous le coup des restrictions à la délivrance de visas, annoncées en même temps que d'autres mesures en septembre, en pleine répression par le régime birman d'un mouvement de contestation conduit par les moines bouddhistes et inédit depuis 1988. Ces sanctions sont "l'un des éléments de notre politique consistant à promouvoir une véritable transition démocratique", a dit M. Bush. Le régime birman est l'une des bêtes noires de l'administration Bush en Asie.

La Chine affirme que le monde ne boycottera pas les JO pour la Birmanie

AFP_26 fevrier 2008

La Chine a insisté mardi sur le fait que le monde s'opposerait à un boycott des Jeux Olympiques de Pékin en raison des liens unissant le gouvernement chinois et la junte militaire birmane, tout en réaffirmant son soutien aux militaires birmans. Les Jeux "ne doivent pas être politisés ou boycottés pour des prétextes politiques", a déclaré aux journalistes le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Liu Jianchao. "Cela irait à l'encontre de la volonté des gens partout dans le monde", a-t-il ajouté.

Liu Jianchao réagissait à l'appel, lancé lundi aux citoyens du monde par l'un des principaux groupes d'opposants en Birmanie, à "boycotter" les Jeux Olympiques de Pékin qui auront lieu en août, en raison du "soutien unilatéral" de la Chine à la junte militaire birmane. La "Génération des étudiants de 88" qui regroupe des militants démocrates birmans ayant animé une première révolte il y a près de 20 ans contre les généraux, a appelé à "boycotter" les retransmissions télévisées, les produits dérivés et les "sponsors" des Jeux. Si des militaires sont encore au pouvoir aujourd'hui en Birmanie, c'est grâce à l'appui du gouvernement chinois, "partenaire commercial majeur, fournisseur d'armes et principal défenseur" du régime

birman sur la scène internationale et au Conseil de sécurité des Nations unies, a expliqué la "Génération des étudiants de 88" dans un communiqué reçu à Bangkok.

L'organisation affirme que toutes les tentatives visant à convaincre Pékin de jouer un rôle constructif dans la réconciliation nationale en Birmanie se sont heurtées au "silence" et à "davantage de cargaisons d'armes" de la Chine qui, de fait, "mine les efforts diplomatiques" pour libérer l'opposante Aung San Suu Kyi et tous les autres prisonniers politiques. "La Chine maintient une bonne politique de voisinage et d'amitié vis-à-vis de la Birmanie et cette politique sert les intérêts des peuples de Birmanie et de Chine", a déclaré le porte-parole du ministre des Affaires étrangères chinois. "La politique chinoise est favorable aux forces démocratiques, à la réconciliation et à la paix en Birmanie. Les organisations dignes de ce nom doivent avoir une bonne compréhension de notre politique", a-t-il ajouté.

Aung San Suu Kyi privée d'élection dans le projet de Constitution birmane

AFP_19 février 2008

La dirigeante de l'opposition birmane Aung San Suu Kyi ne pourra se présenter à une élection en vertu du projet de Constitution que la junte vient de finir de rédiger, ont annoncé mardi les autorités. Le ministre birman des Affaires étrangères Nyan Win "a été tout à fait clair sur le fait que dans la nouvelle Constitution, un citoyen du Myanmar (Birmanie) qui a un mari étranger, qui a des enfants n'étant pas des citoyens du Myanmar serait disqualifié, comme dans la Constitution de 1974", a déclaré devant la presse à Singapour le chef de la diplomatie singapourienne, George Yeo.

Agée de 62 ans, la lauréate du Prix Nobel de la Paix, assignée à résidence pendant la majeure partie des 18 dernières années, avait épousé le Britannique Michael Aris, mort d'un cancer en 1999, et leurs deux enfants sont des ressortissants du Royaume-Uni. George Yeo a précisé que son homologue birman avait fait cette mise au point pendant un dîner sur un bateau au large de Singapour réunissant les ministres des Affaires étrangères des pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Birmanie, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Vietnam, Brunei, Laos et Cambodge).

Le ministre singapourien a ajouté que l'émissaire de l'ONU Ibrahim Gambari avait finalement été autorisé par Rangoun à se rendre en Birmanie début mars, alors que sa visite était initialement prévue pour fin avril, au grand dam de l'Union européenne selon laquelle cette date devait être avancée. Aung Toe, le chef de la Cour suprême birmane, avait peu auparavant annoncé que le projet de Constitution était fin prêt et qu'il avait été "approuvé par tous les membres de la commission" officielle chargée de le rédiger, "après des discussions soutenues".

"Tous les membres (de la commission) ont signé le projet de Constitution", a affirmé Aung Toe, qui a dirigé cette commission. Les militaires au pouvoir avaient fait savoir le 9 février qu'un référendum sur une nouvelle Constitution (la Birmanie n'en a plus depuis 1988) serait organisé en mai, ouvrant la voie à des élections multipartites en 2010. La Ligue nationale pour la Démocratie (LND) avait jugé lundi que la junte devait en premier lieu reconnaître le résultat des élections de 1990, que ce parti d'opposition dirigé par Aung San Suu Kyi avait largement remportées.

Mardi, la LND a qualifié d'"injuste" la mesure visant à empêcher sa dirigeante de se présenter aux élections : "Il n'y a pas encore de loi sur l'organisation des élections qui doivent avoir lieu en 2010. C'est injuste de la part des autorités de parler à l'avance des élections", a ainsi dit Nyan Win, homonyme du ministre birman des Affaires étrangères et porte-parole de ce parti. Aung Toe a, quant à lui, précisé que la commission chargée de rédiger le projet de Constitution n'avait pas apporté beaucoup de modifications aux grands principes de la loi fondamentale approuvés par une Convention nationale, à l'issue de 14 ans de pourparlers contrôlés par les militaires. On ignorait quelles modifications, à supposer qu'il y en ait eu, avaient été retenues.

Il était notamment prévu dans les grands principes tels que publiés l'année dernière à l'issue des travaux de la Convention nationale que l'activité des partis politiques soit strictement encadrée. Fin septembre, les forces de sécurité birmanes ont violemment réprimé des manifestations pacifiques avec des moines bouddhistes à leur tête, faisant au moins 13 morts et procédant à quelque 3.000 arrestations. Depuis, le régime est soumis à la pression de la communauté internationale qui souhaite le voir entamer un processus de démocratisation.

La LND critique le projet de référendum de la junte au Myanmar

Reuters_18 février 2008

La Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi a critiqué le projet de référendum constitutionnel de la junte au pouvoir au Myanmar, sans toutefois appeler à voter "non". Réagissant pour la première fois officiellement à l'annonce par les militaires, le 9 février, de l'organisation d'élections en 2010 précédées d'un référendum en mai prochain, la LND a dénoncé des initiatives qui "aggraveront les crises politique, économique et sociale auxquelles le pays est confronté".

"Cela ne favorise pas la tenue d'un dialogue politique significatif et la réconciliation nationale, dont le pays a désespérément besoin", a-t-il ajouté dans un communiqué. La LND, qui avait remporté en 1990 des élections finalement annulées par les militaires, a boycotté le processus d'élaboration d'une nouvelle Constitution pour protester contre l'assignation à résidence de sa chef de file Aung San Suu Kyi.

Dans son communiqué, le parti ne précise pas s'il prendra part au référendum ou aux élections, dans l'hypothèse où il sera autorisé à y participer. D'autres mouvements d'opposition ont déjà appelé à voter "non" au référendum constitutionnel, estimant que la nouvelle Constitution est une façon pour la junte de consolider sa mainmise sur le pouvoir. Pour la LND, le projet des militaires "troublera la paix et la stabilité dans le pays et déshonorerait le pays au sein de la communauté internationale".

"Les autorités seront responsables de toutes les conséquences", a ajouté le parti dans son communiqué.

Les premières "fuites" dans la presse officielle montrent que la Constitution prévoit d'accorder un quart des sièges du parlement aux militaires, avec le droit de veto sur toutes les décisions prises par les législateurs. Le chef des armées aurait quant à lui le droit de nommer les ministres et d'assumer les pleins pouvoirs "en période **d'urgence**".

Bush appelle les voisins de la Birmanie à faire pression sur la junte

Romandie_25 février 2008

WASHINGTON - Le président américain George W. Bush a réclamé lundi une "pression internationale concertée" associant en particulier les voisins de la Birmanie pour permettre une transition démocratique dans ce pays et la libération de tous les prisonniers politiques. "La situation en Birmanie reste déplorable", a dit M. Bush dans un communiqué publié le jour où son gouvernement annonçait de nouvelles sanctions contre la junte.

"Le régime a rejeté les appels venus de son propre peuple et de la communauté internationale à ouvrir un véritable dialogue avec l'opposition et avec les groupes représentant les minorités ethniques. Les arrestations et les procès secrets de militants politiques pacifiques se poursuivent, comme l'ont montré les arrestations récentes des journalistes Thet Zin et Sein Win Maung. L'armée birmane continue à commettre de graves violations des droits de l'Homme en incendiant des maisons et en tuant des civils dans les zones de l'est de la Birmanie où vivent des minorités ethniques", s'est-il ému. "Une pression internationale concertée est nécessaire pour parvenir à une véritable transition vers la démocratie en Birmanie", a-t-il dit.

Un groupe d'opposants birmans appelle au boycottage des JO de Pékin

TSR_25 fevrier 2008

L'un des principaux groupes d'opposants en Birmanie a appelé lundi tous les citoyens du monde à boycotter les Jeux Olympiques de Pékin en raison du soutien de la Chine à la junte militaire birmane.

L'appel à boycotter les retransmissions télévisées, les produits dérivés des JO, ainsi que les "sponsors" pendant la durée des Jeux en août, a été lancé par la "Génération des étudiants de 88" qui regroupe des opposants birmans ayant animé une première révolte il y a près de 20 ans contre les généraux.

Si des militaires sont encore au pouvoir aujourd'hui en Birmanie, c'est grâce à l'appui du gouvernement chinois, "partenaire commercial majeur, fournisseur d'armes et principal défenseur" du régime birman sur la scène internationale et au Conseil de sécurité des Nations unies, a expliqué la "Génération des étudiants de 88" dans un communiqué reçu à Bangkok. La Chine fait déjà l'objet de pressions internationales en liaison avec le conflit du Darfour et son soutien au régime soudanais.

Les principaux animateurs de la "Génération des étudiants de 88" ont été emprisonnés l'année dernière lors des premières manifestations contre la vie chère en Birmanie, qui s'étaient transformées en mouvement de protestation de masse conduit par des moines bouddhistes. La révolte de 1988 et les manifestations populaires de 2007 ont été écrasées dans le sang. Le régime des généraux a annoncé son intention d'organiser un référendum constitutionnel en mai et des élections législatives en 2010 mais ce processus, auquel l'opposition démocratique en Birmanie n'a pas été associée, a été qualifié de "tromperie" en Occident.

Birmanie : la junte promet des réformes, l'opposition sceptique

Le Monde_9 fevrier 2008

Après avoir écrasé dans le sang la révolte des moines en automne, le pouvoir birman a annoncé, samedi 9 février, la tenue d'un référendum constitutionnel en mai et l'organisation d'élections multipartites en 2010.

Cette annonce, relayée par la télévision d'Etat, complète la feuille de route en sept points dévoilée en 2003 par les généraux en vue d'une transition dont la junte n'avait jusque-là jamais dévoilé le calendrier. "Nous avons réussi dans les secteurs économiques, sociaux, dans le rétablissement de la paix et de la stabilité", estiment les militaires birmans. "De ce fait, des élections multipartites, démocratiques se tiendront en 2010", poursuit le communiqué, qui ajoute : "Un référendum national se tiendra en mai 2008 pour ratifier le récent projet de Constitution."

Birmanie: la junte promet un référendum en mai et des élections démocratiques en 2010

AFP_10 fevrier 2008

La junte militaire birmane a annoncé samedi la tenue d'un référendum sur une nouvelle constitution en mai 2008 et des élections multipartites en 2010, vingt ans après avoir rejeté la victoire électorale du parti de l'opposante Aung San Suu Kyi. Cette annonce est intervenue alors que les pressions internationales se durcissent à l'égard du régime militaire, après la répression contre les moines bouddhistes à la tête des manifestations hostiles à la junte en septembre. Trente-et-une personnes ont été tuées, selon l'ONU, tandis que 74 personnes sont toujours portées disparues.

Dans un communiqué officiel lu à la télévision, la junte a annoncé que "le référendum sur la nouvelle constitution se tiendra en mai 2008" et que "des élections démocratiques et multipartites seront organisées en 2010, selon la nouvelle constitution". "Il convient de transformer l'administration militaire en un système administratif démocratique et civil, maintenant que des fondements solides ont été établis", selon le communiqué des militaires au pouvoir à Rangoun qui reconnaissent qu'"il y a encore des progrès à faire pour le bien être de la nation".

En 1990, des élections avaient eu lieu et la Ligue nationale pour la Démocratie (LND) avait remporté largement ce scrutin, un résultat que les militaires birmans n'ont jamais reconnu. Dans une réaction immédiate après la déclaration de la junte, le parti de la figure de proue de l'opposition birmane Aung San Suu Kyi s'est déclaré "surpris". "Je suis surpris qu'ils (les dirigeants de la junte) aient fixé une date pour une élection", a déclaré Nyan Win, porte-parole de la LND.

Il est prématuré de planifier des élections nationales alors que personne n'a vu la version finale du projet de constitution que les militaires birmans veulent soumettre en mai aux électeurs, a dit en substance ce porte-parole. "Attendons de voir les résultats du référendum sur la constitution. Comment peuvent-ils savoir que le vote sera couronné de succès ? Il est encore trop tôt pour parler d'une élection", a ajouté ce porte-parole.

En septembre dernier, une Convention Nationale a adopté les grandes lignes d'une nouvelle Constitution, après plus d'une décennie de travaux, première étape d'une "feuille de route" de Rangoun. La junte avait affirmé que cette "feuille de route" devait aboutir à des élections, après l'approbation de la Constitution par voie de référendum. Aucun calendrier n'avait cependant été fixé. La LND avait boycotté les pourparlers pour protester contre la détention de sa dirigeante, 62 ans, lauréate du Prix Nobel de la Paix, assignée à résidence pendant la majeure partie des 18 dernières années.

Les militaires ont fait quelques efforts pour engager le dialogue avec Aung San Suu Kyi, en nommant un officier de liaison chargé des contacts entre le prix Nobel et la junte. Toutefois, l'opposante a déclaré fin janvier qu'elle n'était pas satisfaite de ses contacts avec la junte depuis trois mois car ils avaient donné très peu de résultats, selon un porte-parole de son parti. Depuis la répression de septembre, le régime des généraux a soufflé le chaud et le froid, autorisant la venue à deux reprises d'un médiateur de l'ONU pour favoriser un dialogue avec l'opposition, tout en poursuivant les arrestations de dissidents et en resserrant les contrôles sur la population. Le médiateur de l'ONU, Ibrahim Gambari, cherche depuis décembre à retourner dans le pays mais les autorités lui ont fait savoir qu'elles ne pourraient pas le recevoir avant la deuxième moitié d'avril.